

COMMUNIQUE DE PRESSE – 05 février 2010

## Plan anticrise du gouvernement wallon : il reste à lancer les grands travaux promis

**La CCW salue la décision du gouvernement wallon de prolonger les mesures du plan anticrise de décembre 2008, soutien appréciable à l'activité et au financement des entreprises, mais rappelle au gouvernement ses engagements en termes de grands travaux. Car 2010 risque bien d'être l'année la plus difficile pour le secteur...**

Le Gouvernement wallon vient de décider, ce 4 février 2010, de prolonger plusieurs mesures du plan anticrise adopté en décembre 2008. La CCW s'en réjouit, car il s'agit, dans un contexte de profonde crise économique, d'un soutien appréciable à l'activité et au financement des entreprises. Signalons par exemple la possibilité pour la SOWALFIN de garantir des lignes de crédit bancaires existantes et d'augmenter le plafond de garantie pour les nouveaux crédits. Le « médiateur crédit » peut apporter un soutien utile aux PME confrontées à un problème aigu de financement. Et une mesure « expansion économique » permet aux entreprises de bénéficier d'un assouplissement des conditions d'obtention des primes à l'investissement.

Ces mesures viennent appuyer un Plan Marshall 2. vert déjà largement positif pour la construction, notamment dans ses volets de lutte contre les pénuries de main d'œuvre (métiers verts), de soutien à l'innovation (6<sup>ème</sup> pôle de compétitivité) et d'amélioration de la « gouvernance publique » (simplification administrative, délais de paiement...), sans oublier le lancement d'une « alliance emploi-environnement » qui devrait générer, à long terme, des milliers de chantiers d'adaptation du bâti et de rénovation énergétique.

**Mais il subsiste, à court terme, une réelle inquiétude dans le secteur de la construction. Dans le cadre du plan anticrise, le gouvernement wallon s'était engagé à accélérer les travaux d'infrastructures de transport public (notamment le tram de Liège et le métro de Charleroi), à lancer les chantiers de la Sofico pour l'entretien des routes, à apporter la garantie régionale nécessaire pour les travaux des hôpitaux et infrastructures sociales. Le secteur de la construction attend avec impatience le démarrage de ces chantiers, car 2010 sera l'année la plus difficile dans le secteur, et c'est maintenant que ces travaux devraient démarrer pour jouer leur rôle « keynésien » et freiner la dégradation de l'emploi. La construction ne demande pas ici de nouveaux budgets publics, mais juste le bénéfice de l'urgence pour concrétiser les budgets annoncés (infrastructures, routes et hôpitaux). Sans oublier les bâtiments scolaires, peu importe finalement qu'il s'agisse de PPP ou de financement classique... Les bureaux d'étude, les constructeurs et les organismes de formation attendent un signal clair et une programmation précise. Autre piste encore de la CCW pour soutenir la reprise économique sans dépenses nouvelles : accélérer les investissements communaux programmés seulement à l'approche des élections communales de 2012.**

Pour plus d'informations concernant ce communiqué de presse:

Thomas Welraeds • Attaché de presse  
T 02 545 56 77 • M 0473 297 697

Thomas.welraeds@ccw.be

